

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les Comptes Annuels

ASSOCIATION I.M.C.

Infirmes Moteurs Cérébraux

Siège Social : 286 Avenue des Saugeraies – 71 000 - MACON

RCS : 379 341 308 000 37

Exercice clos le 31 décembre 2024

Nos cabinets : Aunin • Bourgoin-Jallieu • Carbon-Blanc • Cergy-Pontoise • Châlons-en-Champagne • Chalon-sur-Saône • Dijon • Le Creusot • Léognan • Lille • Lyon • Mérignac • Montceau-les-Mines • Nancy • Nogent-sur-Seine • Paris • Romilly-sur-Seine • Saint-Dié • Saint-Dizier • Saint-Genis-Laval • Sens • Strasbourg • Troyes • Vienne • Vitry-le-François

Société CORGECO - Société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de la Région Bourgogne Franche-Comté
Société de Commissaires aux comptes, membre de la Compagnie Régionale de Besançon-Dijon

Siège social - 995 avenue de l'Europe - 71200 LE CREUSOT - Tél. +33 (0)3 85 73 03 50

SELAS au capital de 100 000 euros - RCS Chalon-Sur-Saône D 323 192 591 - SIRET 323 192 591 00077- APE 6920 Z - N° TVA intracommunautaire : FR26323192591

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les Comptes Annuels

Association des Infirmes Moteurs Cérébraux Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Sociétaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de **l'Association des Infirmes Moteurs Cérébraux** relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2024** tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du **12 avril 2025** sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du **1^{er} janvier 2024** à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion formulée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « faits caractéristiques de l'exercice » de l'annexe des comptes annuels qui précise l'avancée de la procédure et le traitement comptable des dépenses liées à l'incendie du bâtiment.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications Spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral du Président et dans les autres documents adressés aux Sociétaires sur la situation financière et les comptes annuels.

S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée à la Covid-19, la Direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D 441-4 du Code de Commerce, puis en application de l'article L. 441-6 dudit code ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement Association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Creusot, le 3 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes
SELAS CORGECO
Inscrite sur la liste Nationale des Commissaires aux Comptes,
rattachée à la CRCC de Besançon-Dijon



Philippe BONNIN
Associé

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement	2 658	2 658				
	Concessions, Brevets et droits similaires	48 355	18 624	29 731	37 179	- 7 448	- 20. 03
	Fonds commercial (1)						
	Autres immobilisations incorporelles						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains	268 909		268 909	268 909		
	Constructions	2 162 164	1 406 937	755 227	830 491	- 75 264	- 9. 06
	Installations techniques Matériel et outillage	397 307	378 693	18 614	24 153	- 5 539	- 22. 93
	Autres immobilisations corporelles	1 030 809	751 271	279 538	174 055	105 483	60. 60
	Immobilisations en cours	833 118		833 118	833 118		
	Avances et acomptes						
	Immobilisations financières (2)						
	Participations mises en équivalence						
	Autres participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres immobilisations financières	1 592		1 592	1 592		
Total I		4 744 913	2 558 184	2 186 729	2 169 497	17 231	0. 79
Comptes de liaison Total II							
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Matières premières, approvisionnements	3 561		3 561	3 544	17	0. 47
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises						
	Avances et acomptes versés sur commandes						
	Créances (3)						
	Créances usagers et comptes rattachés	613 899		613 899	437 835	176 064	40. 21
	Autres créances	133 225		133 225	100 141	33 084	33. 04
Comptes de Régularisation	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	1 418 167		1 418 167	1 778 879	- 360 711	- 20. 28
	Charges constatées d'avance (3)	5 290		5 290	5 858	- 568	- 9. 70
	Total III	2 174 142		2 174 142	2 326 257	- 152 115	- 6. 54
Comptes de Régularisation	Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)						
	Primes de remboursement des obligations (V)						
	Ecart de conversion actif (VI)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		6 919 055	2 558 184	4 360 871	4 495 754	- 134 883	- 3. 00

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2024 12	Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1 Euros %	
FONDS ASSOCIATIFS	Fonds propres				
	Fonds associatifs sans droit de reprise				
	Ecart de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves réglementées				
	Autres réserves	1 756 353	1 646 150	110 203	6.69
	Report à nouveau	- 110 912	41 741	- 152 652	- 365.72
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	- 82 380	- 73 970	- 8 409	- 11.37
	Autres fonds associatifs				
	Fonds associatifs avec droit de reprise :				
	Apports				
	Legs et donations				
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs	- 100 582	- 69 061	- 31 521	- 45.64
	Ecart de réévaluation				
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	461 444	482 307	- 20 863	- 4.33
	Provisions réglementées	167 057	167 057		
	Droit des propriétaires				
	Total I	2 090 981	2 194 223	- 103 242	- 4.71
PROVISIONS ET FONDS DÉDIÉS	Comptes de liaison				
	Total II				
	Provisions pour risques	47 221	50 221	- 3 000	- 5.97
	Provisions pour charges	53 727	53 727		
	Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement	5 490	5 490		
	Fonds dédiés sur autres ressources	31 065	31 065		
	Total III	137 503	140 503	- 3 000	- 2.14
DETTES (1)	Emprunts obligataires				
	Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)	1 438 350	1 506 197	- 67 847	- 4.50
	Emprunts et dettes financières divers				
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	91 708	99 786	- 8 079	- 8.10
	Dettes fiscales et sociales	387 159	358 225	28 934	8.08
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	157 133	159 610	- 2 477	- 1.55
	Autres dettes	42 948	37 210	5 738	15.42
Comptes de Régularisation	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance	15 090		15 090	
	Total IV	2 132 388	2 161 028	- 28 641	- 1.33
	Ecart de conversion passif(V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	4 360 871	4 495 754	- 134 883	- 3.00

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

2 117 298 2 161 028

AUDITIS

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024 12	31/12/2023 12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises	212	307	- 95	- 30. 99
Production vendue de Biens et Services	169 554	125 944	43 609	34. 63
Production stockée				
Production immobilisée	3 451	4 028	- 576	- 14. 31
Subventions d'exploitation	15 177	16 294	- 1 117	- 6. 86
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	7 095	66 451	- 59 356	- 89. 32
Collectes				
Cotisations				
Autres produits	3 831 518	3 698 407	133 111	3. 60
Total I	4 027 007	3 911 431	115 575	2. 95
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements	22 384	20 286	2 098	10. 34
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)	- 17	89	- 106	- 118. 75
Autres achats et charges externes	917 160	920 234	- 3 074	- 0. 33
Impôts, taxes et versements assimilés	185 366	177 910	7 457	4. 19
Salaires et traitements	2 059 924	1 914 982	144 942	7. 57
Charges sociales	856 147	866 571	- 10 424	- 1. 20
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	137 272	135 630	1 642	1. 21
Sur immobilisations : dotations aux provisions				
Sur actif circulant : dotations aux provisions				
Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Subventions accordées par l'association				
Autres charges (2)	2 049	102	1 947	NS
Total II	4 180 285	4 035 804	144 481	3. 58
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	- 153 278	- 124 373	- 28 905	- 23. 24
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2024 12	Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
			Euros	%
Produits financiers				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilier				
Autres intérêts et produits assimilés	25 966	23 795	2 171	9.12
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total V	25 966	23 795	2 171	9.12
Charges financières				
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	57 343	54 749	2 594	4.74
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total VI	57 343	54 749	2 594	4.74
2. Résultat financier (V-VI)	- 31 376	- 30 954	- 422	- 1.36
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	- 184 655	- 155 327	- 29 328	- 18.88
Produits exceptionnels				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital	102 331	81 442	20 889	25.65
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total VII	102 331	81 442	20 889	25.65
Charges exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion				
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions	56	86	- 29	- 34.15
Total VIII	56	86	- 29	- 34.15
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)	102 275	81 356	20 919	25.71
Impôts sur les bénéfices (IX)				
Total des produits (I+III+V+VII)	4 155 304	4 016 668	138 636	3.45
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX)	4 237 684	4 090 638	147 045	3.59
Solde intermédiaire	- 82 380	- 73 970	- 8 409	- 11.37
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs				
- Engagements à réaliser sur ressources affectées				
5. EXCEDENTS OU DEFICITS	- 82 380	- 73 970	- 8 409	- 11.37

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 4 360 870.71 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 4 027 006.51 Euros et dégagant un déficit de -82 379.57 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Le litige relatif au bâtiment détruit en grand partie par un incendie en novembre 2016 et dégradé à nouveau par un incendie en juillet 2022 n'est pas dénoué. Le montant des travaux en cours relatifs à cette construction s'élève à 833 118 € au 31/12/2023 (sans changement).

Le chiffrage du préjudice et des coûts de reconstruction est toujours en cours. La prise en charge par les compagnies d'assurance devrait être assurée. Toutefois la détermination des responsabilités n'est pas arrêtée et fait l'objet de procédures.

Au 31/12/2024, les En Cours de travaux n'ont pas été dépréciés et en contrepartie, il n'a pas été comptabilisé de produit à recevoir au titre des assurances et du remboursement du préjudice.

Une provision de 47 221 €, destinée à couvrir à minima les frais et procédures liés à ce litige, a été constituée (avocats, expertises ...)

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce.

Il a été fait application des dispositions particulières résultant :

- des règlements N°99.01 et N°99.03 du CRC relatif aux modalités d'établissements des comptes sociaux annuels des associations gestionnaires des établissements sociaux et médicaux sociaux privés,

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

- de l'instruction M22 relative au secteur sanitaire et social de l'avis N°2007-05 du 4 mai 2007 du CNC,
- du règlement ANC n°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif qui se substitue à l'avis CNC n°2007-05 du 4 mai 2007.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Frais d'établissements et de développement	TOTAL	2 658	
Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL	48 355	
Terrains	268 909		
Constructions sur sol propre	2 174 508		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	397 285		3 689
Installations générales agencements aménagements divers	481 727		83 240
Matériel de transport	218 470		60 473
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	183 678		7 158
Immobilisations corporelles en cours	833 118		
	TOTAL	4 557 695	154 560
Prêts, autres immobilisations financières	1 592		
	TOTAL	1 592	
	TOTAL GENERAL	4 610 300	154 560

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

		Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
		Poste à Poste	Cessions		
Frais établissement et de développement	TOTAL			2 658	2 658
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL			48 355	48 355
Terrains				268 909	268 909
Constructions sur sol propre			12 344	2 162 164	2 162 164
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			3 666	397 307	397 307
Installations générales agencements aménagements divers			3 938	561 030	561 030
Matériel de transport			- 0	278 943	278 943
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			0	190 836	190 836
Immobilisations corporelles en cours				833 118	833 118
	TOTAL		19 947	4 692 308	4 692 308
Prêts, autres immobilisations financières				1 592	1 592
	TOTAL			1 592	1 592
	TOTAL GENERAL		19 947	4 744 913	4 744 913

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Frais établissement recherche développement	TOTAL	2 658			2 658
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL	11 176	7 448	0	18 624
Constructions sur sol propre		1 344 017	75 265	12 344	1 406 937
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		373 132	9 228	3 666	378 693
Installations générales agencements aménagements divers		361 671	23 245	3 881	381 034
Matériel de transport		172 515	16 230	0	188 745
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		175 634	5 857	- 0	181 492
	TOTAL	2 426 969	129 825	19 892	2 536 902
	TOTAL GENERAL	2 440 803	137 273	19 892	2 558 184
Ventilation des dotations de l'exercice		Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires Dotations Reprises
Autres immob.incorporelles	TOTAL	7 448			
Constructions sur sol propre		75 265			
Instal.techniques matériel outillage indus.		9 228			
Instal.générales agenc.aménag.divers		23 245			
Matériel de transport		16 230			
Matériel de bureau informatique mobilier		5 857			
	TOTAL	129 825			
	TOTAL GENERAL	137 273			



ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des provisions

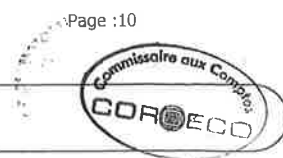
Provisions réglementées	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Investissements	167 057				167 057
TOTAL	167 057				167 057

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Pensions et obligations similaires	33 727				33 727
Autres provisions pour risques et charges	70 221		3 000		67 221
TOTAL	103 948		3 000		100 948

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur comptes clients	1 775		1 775		
TOTAL	1 775		1 775		
TOTAL GENERAL	272 780		4 775		268 005
Dont dotations et reprises d'exploitation			4 775		

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	1 592		1 592
Autres créances clients	613 899	613 899	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	4 090	4 090	
Taxe sur la valeur ajoutée	1 055	1 055	
Divers état et autres collectivités publiques	9 191	9 191	
Débiteurs divers	118 889	118 889	
Charges constatées d'avance	5 290	5 290	
TOTAL	754 006	752 414	1 592



ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	564	564		
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	1 437 786	53 173	309 897	1 074 716
Fournisseurs et comptes rattachés	91 708	91 708		
Personnel et comptes rattachés	174 062	174 062		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	207 110	207 110		
Taxe sur la valeur ajoutée	3 221	3 221		
Autres impôts taxes et assimilés	2 767	2 767		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	157 133	157 133		
Autres dettes	42 948	42 948		
Produits constatés d'avance	15 090	15 090		
TOTAL	2 132 388	747 775	309 897	1 074 716
Emprunts remboursés en cours d'exercice	67 867			

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Site internet	Linéaire	2 ans
Aménagement terrain	Linéaire	3 à 10 ans
Construction	Linéaire	5 à 30 ans
Matériels et outillages	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 à 7 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans
Logiciels	Linéaire	1 à 3 ans

Evaluation des matières et marchandises

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du coût d'achat moyen pondéré.

Les frais de stockage n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Evaluation des produits et en cours

Les produits et en cours de production ont été évalués à leur coût de production. Les charges indirectes de fabrication ont été prises en compte sur la base des capacités normales de production de l'entreprise, à l'exclusion de tous coûts de sous activité et de stockage.

Dépréciation des stocks

Les stocks et en cours ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Dépréciation des valeurs mobilières

Les valeurs mobilières de placement ont été dépréciées par voie de provision pour tenir compte :

- Pour les titres cotés, du cours moyen du dernier mois de l'exercice.
- Pour les titres non cotés, de leur valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice.

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	71 703
Disponibilités	28 693
Total	100 396

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	564
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	34 156
Dettes fiscales et sociales	251 202
Autres dettes	4 677
Total	290 599



ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	5 290
Total	5 290
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	15 090
Total	15 090

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres	6
Employés	45
Ouvriers	3
Total	54

à signaler l'emploi de 49 travailleurs handicapés

Valorisation des contributions volontaires

Abandon des indemnités kilométriques au profit de l'Association pour 13 325 €.

Le nombre d'heures de bénévolat au cours de l'année 2024 s'élève à 1236 heures.

Le bénévolat a été valorisé sur la base d'un taux horaire chargé de 20 €.

Pour l'exercice 2024, le bénévolat représente 24 720 €.

Il était de 23 030 € en 2023, soit 1151 heures.

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Dettes garanties par des sûretés réelles

Emprunt de 450 000 euros auprès de la Caisse d'Epargne de Bourgogne (solde au 31.12.2024 de 145 844 euros).

Caution personne morale : ville de MACON à hauteur de 50%.

Emprunt de 900 000 euros auprès du Crédit Foncier (solde au 31 décembre 2024 de 570 000 euros).

Garantie par la ville de MACON à hauteur de 50% et par le Conseil Général de Saône et Loire à hauteur de 50 %.

Emprunt de 551 000 euros auprès de la Caisse des Dépôts (solde au 31 décembre 2024 de 445 032 euros).

Garantie par la ville de MACON à hauteur de 50% et par le Conseil Général de Saône et Loire à hauteur de 50 %.

Emprunt de 349 000 euros auprès de la Caisse des Dépôts (solde au 31 décembre 2024 de 276 909 euros).

Garantie par la ville de MACON à hauteur de 50% et par le Conseil Général de Saône

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

et Loire à hauteur de 50 %.

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Indemnité de départ à la retraite

Tranches d'âges	Engagement à	Montant
65 ans	moins d'un an	29 935
60 à 64 ans	1 à 5 ans	99 388
55 à 59 ans	6 à 10 ans	73 025
45 à 54 ans	11 à 20 ans	40 393
35 à 44 ans	21 à 30 ans	4 754
moins de 35 ans	plus de 30 ans	
Engagement total		247 495

Hypothèses de calculs retenues

1. Paramètres économiques :

L'augmentation annuelle des salaires :

- 1.50 % constant pour la catégorie des cadres
- 1.50 % constant pour la catégorie des non cadres

Le taux d'actualisation et de revalorisation annuelle nette du fonds est de : 3.35 % (inflation comprise).

2. Paramètres sociaux :

Le départ est prévu, sauf dérogation individuelle, à :

- 64 ans pour la catégorie des cadres
- 64 ans pour la catégorie des non cadres

Le taux de rotation retenu est :

- faible constant pour la catégorie des cadres
- faible constant pour la catégorie des non cadres

Le taux de charges sociales patronales est :

- 60% pour la catégorie des cadres
- 47% pour la catégorie des non cadres

Le départ intervient à l'initiative du salarié.

3. Paramètres techniques :

- L'année des calculs retenue est 2024.
- La table de mortalité utilisée est la table réglementaire TV-00.02

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

- La méthode de calcul retenue est la méthode des unités de crédit projetées
- Les plans de financement établis tiennent compte de l'ensemble des salariés.

	Dirigeants	Autres	Provisions
Indemnités de départ à la retraite et indemnités pour personnel en activité		2 47 495	